

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 9 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INCINERIS

2 avenue Halley
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : V2.2024.136

Code AIOT : 0007006047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement INCINERIS implanté 5, chemin de Boussières BP 25 59157 Beauvois-en-Cambrésis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a déclaré dans GEREPE une émission de 734 kg de dioxines furanes pour l'année 2021 ce qui le place comme en première place des émetteurs de la région.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INCINERIS
- 5, chemin de Boussières BP 25 59157 Beauvois-en-Cambrésis
- Code AIOT : 0007006047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INCINERIS est une filiale de LA COMPAGNIE DES VETERINAIRES spécialisée dans l'incinération d'animaux domestiques et la collecte de déchets d'activités de soins vétérinaires.

Les activités du site de Beauvois en Cambrésis sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 19 mai 1999 autorisant à Beauvois-en-Cambrésis l'exploitation de :
 - un centre d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie et de pièces anatomiques d'origine animale d'une capacité maximale de 2 400 kg/jour (rubrique 2740 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) réparties de la façon suivante :
 - 2 tonnes/jour en crémation collective dans le four de 1046 kW (four FT200 de 2004) ;
 - 400 kg/jour en crémation individuelle dans deux fours de 350 kW (four CAD 602 de 1995) et 700 kW (four ATI 150 – 3 cellules de 1997) ;
 - un centre de transit de déchets issus de soins vétérinaires diffus ainsi que de bains radiographiques usagés.
- l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux).
(Une distinction est opérée pour certaines prescriptions entre les installations de faible capacité (débit inférieur à 50 kg/h) et celles de grande capacité (débit supérieur ou égal à 50 kg/h).

Le seul critère de classement des installations d'incinération de cadavres d'animaux est la rubrique 2740. Elles ne sont pas visées par des rubriques 277x ou 36XX.

Par courrier du 22 décembre 2023, l'exploitant a déposé une version de la demande d'autorisation d'exploiter, qui annule et remplace la version de janvier 2020 et qui reprend l'ensemble des remarques formulées par les services instructeurs et les modifications apportées sur le site. Ce dossier est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la prévention de la pollution atmosphérique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Déclaration GEREPE / respect des VLE annuelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	Obs. 2 à 5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GEREPE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
2	Déclaration GEREPE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7	Sans objet
3	Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II	Sans objet
5	Déclaration GERE / installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II (*) +art. 10.1	Sans objet
6	Déclaration GERE / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	Obs. 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Incinéris a déclaré des émissions de dioxines 1 million de fois supérieure à la valeur mesurée en 2021 en raison d'une erreur d'unité et n'a pas déclaré les émissions de métaux.

A l'issue de l'inspection, n'ayant plus accès aux déclarations passées, l'exploitant a demandé à l'Inspection de modifier les valeurs dans GERE pour 2021 et 2022 en lui transmettant les éléments.

Cette inspection a révélé des dépassements en dioxines sur le four CAD en avril 2021 et en octobre 2022 et en poussières sur le four FT200 en 2022.

En raison d'une concentration conforme en avril 2023 sur les dioxines en sortie dans les fumées du four CAD et des actions engagées sur le four FT 200 vis à vis des émissions de poussières, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade mais des compléments sont demandés à l'exploitant sous 2 mois (voir les « **Obs** » dans les fiches de constat).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement
Constats : Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation pour les rubriques principales suivantes : - 2740 : incinération de cadavres d'animaux pour une capacité de 9,6 tonnes par jour, - 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux,

mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges (A-2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration GEREPE / état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : Constats pour les années 2020, 2021 et 2022 : Les émissions de l'année sont déclarées dans GEREPE au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ...
Constats : Dans l'AP du 19/05/1999, les polluants réglementés sont : - CO - poussières - composés organiques - HCl L'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux) fixe en son article 26 des valeurs limites d'émissions à un certain nombre de polluants :

<p>Pour les installations de moins de 10 t/j, comme Incinériss à Beauvois en Cambrésis avec 2,4 t/j autorisés, les polluants réglementés sont : poussières, CO, COVNM, NOx, HCl, SOx, total métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium), dioxines et furanes.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant déclarait pour 2021 et 2022 les émissions de HCl, COVNM, PCDD/F, CO, CH4, NO2, SOx, poussières. Par rapport aux polluants réglementés dans l'AM 06/06/2018, il manquait donc le paramètre « métaux lourds » qui n'est pas un polluant en tant que tel listé à l'annexe II de l'arrêté GERE.</p> <p>L'inspection a signalé à l'exploitant que lors du contrôle réglementaire portant sur le paramètre « somme des métaux », les différents métaux sont analysés individuellement et les valeurs d'analyse figurent dans le rapport de contrôle ou ses annexes.</p> <p>Après l'inspection, par mail du 25/08/2023, l'exploitant a demandé à modifier sa déclaration GERE des données 2021 et 2022 en ajoutant les émissions de métaux réglementés dans l'AM du 06/06/2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO2, CH4, N2O, NOx, SOx et TSP.</p>
<p>Constats :</p> <p>La puissance totale des fours de l'AP est 2,096 MW. Ces fours ne sont pas des installations de combustion au sens de la rubrique 2910.</p> <p>La déclaration d'Incinériss n'est pas concernée par la mention de l'annexe II de l'arrêté GERE rendant obligatoire la déclaration de CO2, CH4, N2O, NOx, SOx et TSP pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclaration GERE / installations d'incinération

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II (*) +art. 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe II - (**):Pour les installations d'incinération de déchets non dangereux et les installations d'incinération de déchets dangereux, le seuil de déclaration des 16 polluants suivants est fixé à 0 :NOx, SOx, As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, PCDD/F, Hcl, HF, Co, Mn, Tl, V.</p>

<p>Art. 10.1 – Données spécifiques concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions.
<p>Constats :</p> <p>Les polluants déclarés par Incineris dans GEREPE sont : HCl, COVNM, PCDD/F, CO, CH₄, N₂O, SO_x, NO_x, TSP.</p> <p>Par rapport aux polluants à déclarer pour une installation d'incinération de déchets, il manque : HF, As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, Co, Mn, Tl, V.</p> <p>Dans l'arrêté GEREPE du 31 janvier 2008, il n'est pas précisé si « les installations d'incinérations de déchets » intègrent les installations classées en rubrique 2740.</p> <p>Dans GEREPE, l'exploitant a coché la case « l'établissement possède une ou plusieurs installations d'incinération ou de coïncinération de déchets ». Il est donc attendu de l'exploitant la déclaration des 16 polluants : NO_x, SO_x, As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, PCDD/F, HCl, HF, Co, Mn, Tl, V. Or l'exploitant ne déclare pas HF, As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, Co, Mn, Tl, V.</p> <p>Si l'on compare les polluants à déclarer pour une installation d'incinération de déchets aux polluants réglementés dans l'AM du 06/06/2018 (CO, COVNM, NO_x, HCl, SO_x, [Sb + As + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + Pb + V] , PCDD/F).</p> <p>Obs. 1 : L'Inspection recommande à l'exploitant de déclarer dans GEREPE les polluants réglementés dans l'AM du 6 juin 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration GEREPE / validité des données dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats :</p>

Pour l'air, des émissions sont déclarées pour les 3 fours présents.

Les émissions sont évaluées par la mesure en multipliant le flux obtenu lors d'un ou deux contrôles par le nombre d'heures de fonctionnement du four.

Le nombre de contrôles dépend du polluant considéré et du four et prend en compte les fréquences imposées par l'AM du 6 juin 2018 qui est plus contraignant que celles fixées dans l'AP.

L'article de l'AM du 06/06/2018 fixe comme fréquence :

- tous les six mois : les poussières totales, les composés organiques volatils non méthaniques et le monoxyde de carbone ;

- la première année de fonctionnement, tous les six mois, puis tous les deux ans, si les résultats sont conformes aux valeurs limites définies à l'article 26 : les oxydes d'azote, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, les métaux lourds et les dioxines et furanes.

Si les résultats en dioxines et furanes sont non conformes, une nouvelle mesure du chlorure d'hydrogène, des dioxines et furanes et des métaux lourds est réalisée tous les six mois pendant un an.

Pour la déclaration des émissions de 2021, l'exploitant a utilisé les mesures des contrôles effectués du 13 au 15 avril 2021 et du 7 au 9 septembre 2021.

Il avait déclaré dans GERE 734 kg de dioxines de PCDD/F pour l'année 2021 ce qui le plaçait comme premier émetteur régional.

Cette valeur aberrante était due à un problème de conversion d'unités pour ramener des concentrations exprimées de ng en kg.

Après l'inspection, l'exploitant a fait une demande par courriel pour corriger sa déclaration de 2021 et 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration GERE / respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 06/06/2018, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)

Prescription contrôlée :

Polluants	VLE à chaque cheminée pour les installations d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour (mais supérieures à 50 kg/jour)
poussières totales (mg/Nm3)	100
monoxyde de carbone (mg/Nm3)	100
composés organiques volatils non méthaniques (mg/Nm3)	20
oxydes d'azote (mg/Nm3)	500
chlorure d'hydrogène (mg/Nm3)	100
dioxyde de soufre (mg/Nm3)	300
total des métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium)	5

mg/Nm3	
dioxines et furanes (2) (ng/Nm ³)	0,1

Constats :

*Dépassement en dioxines
 La VLE pour les dioxines est 0,1 ng/Nm3. Or Incinériss a déclaré des émissions annuelles de dioxines basées sur une concentration (même après correction d'unité) supérieure à 0,1 ng/Nm3 en 2021 et en 2022 ce qui met en évidence pour 2021 et 2022 un dépassement des concentrations limites de dioxines.
 Ces dépassements sont dus aux émissions du four CAD. En effet, les résultats d'analyse de dioxines pour ce four sont:
 - en 2021 : 0,2 ng/Nm3 (en avril) et 0,02 ng/Nm3 (en septembre) ;
 - en 2022 : 0,026 ng/Nm3 (en mai) et 0,25 ng/Nm3 (en octobre).

NC1 : Non respect de la valeur limite fixée pour les dioxines émises par le four CAD en 2021 et 2022.
 Les dépassements ont fait l'objet de 2 fiches d'analyse « rejets atmosphériques non-conformité CAD 602 » avec :

Fiche CAD semestre 1 de 2021 du 10/01/2022
analyse responsable maintenance :
 Il est nécessaire de préchauffer le four plus longtemps. Même si les consignes sont bonnes, les premières introductions font baisser très rapidement les températures.
Action corrective / amélioration à mettre en place :
 Ne pas faire d'introduction de corps dès l'autorisation du four.

Fiche CAD semestre 2 de 2022 du 13/03/2023
analyse responsable maintenance :
 Aucune avarie technique, les autres paramètres sont bons.
Action corrective / amélioration à mettre en place :
 La cheminée est en fin de vie. Elle doit être remplacée d'ici à la fin d'exercice.

Obs. 2 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats du/des contrôles des dioxines depuis le jour d'inspection sous 2 mois.

L'analyse effectuée le 27 avril 2023 par MAPE en sortie du four CAD donne comme résultat 0,051 ng/Nm3.

Il n'est pas proposé de mise en demeure sur le paramètre dioxines en raison d'un retour à la conformité constatée lors de la visite d'inspection.

* Dépassement de poussières
 La VLE pour les poussières est 100 mg/Nm3.
 Or Incinériss a déclaré des émissions annuelles de poussières basées sur une concentration supérieure à 100 g/Nm3 en 2022 ce qui met en évidence pour 2022 un dépassement des concentrations limites de poussières.
 Ces dépassements sont dus aux émissions du four FT200. En effet, les résultats d'analyse de poussières pour ce four sont:

- en 2022 : 117 mg/Nm³ (en mai) et 196 mg/Nm³ (en octobre).

NC2 : Non respect de la valeur limite fixée pour les poussières émises par le four FT200 en 2022.

Les dépassements ont fait l'objet de 2 fiches d'analyse « rejets atmosphériques non-conformité FT 200 » avec :

Fiche FT 200 semestre 1 de 2022 du 13/07/2022
analyse responsable maintenance :

Il est nécessaire de préchauffer le four plus longtemps. Même si les consignes sont bonnes, les premières introductions font baisser très rapidement les températures.

Action corrective / amélioration à mettre en place :

Diminution des poids introduits en rapprochant les charges à tester

Fiche FT 200 semestre 2 de 2022 du 13/03/2022
analyse responsable maintenance :

Pic de poussières, la sole a depuis été refaite.

Action corrective / amélioration à mettre en place :

Ajustement des charges à faire. Depuis juin 2022, nous travaillons sur ce four avec des big bags. Il sera peut-être nécessaire de diminuer le poids introduit et de rapprocher les chargements. (délai : mi 2023)

L'exploitant a précisé que :

- le four collectif FT 200 fait l'objet de travaux préventifs tous les 6 mois ;
- les fumées sont actuellement traitées par de la chaux et les poussières générées ne sont actuellement pas traitées ;
- le remplacement du four avec traitement des poussières par un filtre à manches est prévu.

Obs. 3 : il est demandé à l'exploitant de s'engager sous 2 mois sur une date de remplacement du four.

Compte tenu des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure sur le paramètre poussières en sortie de four FT 200 pour le moment.

Concernant l'utilisation de big-bags en polypropylène introduits en même temps que les corps, l'Inspection tient à signaler que l'arrêté n'autorise pas implicitement l'introduction de ces dispositifs dans le four.

Obs. 4 : Il est demandé à l'exploitant de justifier sous 2 mois de l'innocuité des fumées issues de l'incinération des big-bags.

Obs. 5 : La date d'établissement de certaines fiches est relativement éloignée de la date de contrôle.

Il est rappelé à l'exploitant qu'une analyse mettant en évidence un dépassement de VLE doit faire l'objet, le plus rapidement possible, d'une analyse des causes et d'actions correctives. Un contrôle anticipé pour s'assurer d'un retour à la conformité est fortement recommandé par l'Inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites